

Le programme de Robien pour les ZEP : des vessies pour des lanternes...

Pierre FRACKOWIAK

La crise des banlieues, les déclarations contradictoires de SARKOZY et de de VILLEPIN sur l'éducation prioritaire, la mise en place des programmes de réussite éducative de BORLOO... Tout le monde parle d'éducation sauf le ministre le plus concerné. Et puis, soudain, le ministre sort de sa torpeur et de ses querelles avec son chef de parti BAYROU, pour s'occuper d'abord de l'apprentissage de la lecture avec l'obligation formelle et sans appel de revenir au b-a ba remis en cause dans les années 60 pour cause d'insuffisance de résultats, et pour annoncer ensuite un grand plan de relance des ZEP. Les deux grandes affaires du ministre sont magistralement exploitées au niveau de la communication. Pour la lecture, le ministre joue sur du velours, l'opinion publique sous informée, manipulée par des médias massivement conservateurs, adhère au discours mettant en cause l'école et les enseignants. Les personnes, y compris dans les rangs des progressistes, ont naturellement tendance à penser que ce qui a réussi pour eux dans un passé plus ou moins lointain n'a aucune raison de ne pas réussir pour les autres aujourd'hui et demain, la nostalgie étant toujours ce qu'elle était. Pour l'éducation prioritaire, le ministre réussit à leurrer même des militants pédagogiques avertis qui finissent pas déclarer que les mesures prises par de ROBIEN sont courageuses. De ROBIEN sait faire prendre des vessies pour des lanternes et peut poursuivre son action de destruction massive de l'école publique.

Les mesures prises pour les ZEP ne sont nullement courageuses, contrairement à ce qu'affirment certains, dans la simple mesure où elles doivent être appliquées "à moyens constants", c'est-à-dire sans moyens nouveaux, et avec des idées ressassées depuis plus de dix ans, qui n'ont jamais abouti de manière satisfaisante, et qui ont essentiellement la fonction d'habiller le projet pour dissimuler le vide de la pensée.

La caractéristique principale du plan de ROBIEN est l'absence de réflexion fondamentale sur les raisons profondes de la crise, au moins sur celles qui concernent l'école, l'absence de projet éducatif global digne de ce nom et de l'importance des enjeux, l'absence d'idées nouvelles susceptibles de remobiliser les acteurs de terrain. La loi FILLON, désespérément vide, ne peut en aucun cas servir de cadre de référence.

Les tares du projet de ROBIEN sont malheureusement nombreuses et funestes:

1. Le vide de la pensée sur la place de l'éducation en général dans la société d'aujourd'hui et de demain.

Un problème se pose et risque de provoquer des remous, on cherche une parade ou un moyen de fuir sans jamais se référer à un projet éducatif / projet de société. Quel avenir pour l'école en général et pour l'école dans les quartiers difficiles en particulier par rapport à l'évolution de la société, des mentalités, des besoins, du mouvement des savoirs et des idées, des ruptures constatées? Quelles valeurs? Quelles finalités? Pas un mot de tout cela. Que des réponses techniques, sommaires, économiques, à courte vue.

2. Une vision "scolaro centrée"

Alors que tous les penseurs modernes, les sociologues et les historiens de l'éducation considèrent que l'éducation est l'affaire de tous et pas seulement des professionnels de l'éducation, on ne parle que de l'école enfermée dans ses murs. Les contrats éducatifs locaux, et mêmes les projets de réussite éducative de BORLOO n'apparaissent pas. Au-delà des partenariats classiques, ce qui est en jeu, c'est une conception de la société: société éducative, société de la connaissance, liée avec une conception de la démocratie et de l'exercice de la citoyenneté, ou société du loto, de TF1, du loft, de la star académie, du règne des spécialistes et des technocrates qui décident pour les autres.

3. La réduction des moyens

Etablir trois catégories de ZEP est surtout destiné à récupérer des moyens. Le recentrage annoncé est d'abord la récupération des moyens pour réduire la dépense publique au moment même où une campagne d'intoxication de l'opinion est menée sur la base d'un rapport officiel écrit par un grand patron pour justifier de futures mesures drastiques.

4. Le choix de l'individu et de l'élitisme

L'élitisme semble être une obsession du pouvoir en place: orientation des meilleurs élèves en ZEP vers les lycées des centres-villes, recherche de pôles d'excellence, accompagnement par des étudiants de haut niveau sans compétences pédagogiques et donc appelés à appliquer le modèle pédagogique de la transmission, parrainages d'entreprises ou de personnalités exceptionnelles, etc. Il s'agit de s'adresser à l'élite des ZEP, 10% des effectifs, alors que le problème est d'élever le niveau des 90%. Il s'agit de cultiver l'individualisme alors que le problème est de construire chez tous, la capacité à travailler en équipe et à vivre ensemble. On fait

ainsi l'économie d'une nécessaire réflexion sur la pertinence et sur la définition actuelle de notions comme l'élitisme républicain ou l'ascenseur social. Qu'est-ce que l'élitisme républicain quand des jeunes à bac +5 ou 6 sont au chômage? Qu'est ce que l'ascenseur social quand il y a deux millions de chômeurs et que la valeur travail a perdu une partie de sa pertinence dans la société d'aujourd'hui?

5. L'accréditation d'une pédagogie spécifique aux ZEP

La pédagogie officielle est donc fondée sur l'effort personnel, le travail, l'estime de soi, les devoirs, les études surveillées obligatoires...A aucun moment, on ne se pose la question de la place de l'élève dans la construction des savoirs et des compétences. A aucun moment, on n'aborde le sens des savoirs scolaires, la transversalité, le projet. Implicitement, on conforte la domination du modèle de la transmission, on y ajoute des heures supplémentaires qui ne peuvent résoudre aucun des problèmes fondamentaux de la construction des apprentissages.

Dans le même temps, on laisse entendre qu'il y a une pédagogie spécifique aux élèves en difficulté sans jamais définir celle qui serait spécifique aux ZEP et celle qui conviendrait aux autres. En fait, il ne peut y avoir une pédagogie pour les faibles et une pour les autres, sauf à vouloir implicitement renforcer la stigmatisation des faibles, instaurer une double ségrégation: une ségrégation entre les élèves de ZEP et les autres, et, dans la catégorie des autres, une ségrégation entre les élèves qui sont formatés par leur milieu pour digérer le modèle de la transmission et ceux qui sans être en ZEP ne comprennent pas l'école

6. L'absence de courage dans le domaine des nominations et des missions des professeurs

On évoque l'idée récurrente, ancienne, qui n'a jamais fonctionné, de favoriser la nomination en ZEP d'enseignants expérimentés et la stabilité des équipes pédagogiques. Or, à aucun moment, on n'évoque la fonction et l'importance de l'équipe pédagogique, à aucun moment on ne traite des questions essentielles de transversalité et de continuité, à aucun moment on ne pose le problème des missions des enseignants. La modique prime ZEP, dont la suppression sera, il est vrai, difficile à faire passer pour le tiers des ZEP condamnées, n'a quasiment pas d'effet sur la stabilité et la motivation.

Le problème est ailleurs: donner du temps pour permettre aux professeurs de dialoguer avec les élèves hors des heures de cours, de se concerter, de concevoir des projets communs, de pouvoir rencontrer les parents autrement que dans des conseils de classe souvent insupportables ou sur convocation. Du temps et des lieux dignes. Et évidemment, une refonte de leur formation, non pas pour apprendre l'autorité, mais pour se libérer de modèles périmés, pour sortir du cloisonnement de disciplines scolaires figées dont les rapports avec les savoirs sociaux sont souvent illisibles, pour travailler autrement.

7. Le mépris pour les parents d'élèves

"Aider les parents à revenir à l'école en confiance"... Encore une idée récurrente, d'une banalité affligeante, sans cesse confrontée depuis 30 ans au constat des enseignants que ce sont ceux qui auraient besoin de venir que l'on ne voit jamais. Cela ne marche pas, tout le monde le sait, on persiste à trouver des astuces pour "les faire venir", mais on ne se pose jamais la question: les faire venir pourquoi et pour quoi faire? Si c'est pour écouter les commentaires et les recommandations voire les réprimandes de ceux qui savent ou prétendent savoir comment les parents devraient faire, si c'est pour avoir des explications sur le règlement intérieur ou être invités à l'école des parents, sans que jamais leur propre personne, leurs savoirs, leur dignité de citoyen ne soit prise en considération quand ils appartiennent à des catégories socioculturelles défavorisées, s'ils ne sont admis que comme "parent d'élève", alors il y a tout lieu de penser que rien ne pourra changer.

---oooOooo---

L'école de la République est menacée par le gouvernement actuel, comme jamais elle ne l'a été. Jamais nous n'avons vu de tels renoncements, ceux signalés ci-dessus mais aussi: la réduction de l'éducation civique à l'enseignement de la Marseillaise, suppression des Travaux Personnels Encadrés, éloge obligé de la colonisation dans les programmes d'histoire, etc.

Dans ce contexte très inquiétant, le projet de ROBIEN est donc un leurre, et, pire, il condamne les enseignants et l'école à l'échec qui leur sera évidemment attribué, il participe à la destruction du service public d'éducation. Puissent les forces progressistes être capables de concevoir et de proposer un projet éducatif audacieux, mobilisateur, enthousiasmant si possible, cohérent, inscrit dans une perspective humaniste généreuse à long terme!

NB : Pierre FRACKOWIAK est inspecteur de l'Education Nationale, responsable du SI-EN UNSA Education du Nord, secrétaire fédéral à l'éducation de la Fédération Socialiste du Pas-de-Calais.